

Au Mali, la drépanocytose tue 50 % des enfants atteints avant l'âge de 5 ans : La Première Dame plaide pour un dépistage précoce

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 21 JUIN 2019

392

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Crise multidimensionnelle au Mali

Quelles solutions ?



Attaque de Sobane Da : Le diocèse de Mopti dit tout !



"Sans Détour" / Mali : Le malheur tombe-t-il sur le RPM ?

**PLUS DE DÉBIT  
AUX MÊMES PRIX**

**Malitel**

Proche de vous



SPiRiT

**DE L'ADSL HAUT DÉBIT EN ILLIMITÉ**  
jusqu'à **20 MBIT/S** à partir de 9900 FCFA / mois.

*Rendez- vous dans nos agences*

service client : 6700

[www.malitel.ml](http://www.malitel.ml)

[www.facebook.com/malitel.official](https://www.facebook.com/malitel.official)

<b>Une</b>	<b>Crise multidimensionnelle au Mali</b> : Quelles solutions ?	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	<p><b>Koulouba, le 19 juin 2019</b> : Les Nations unies et l'Union européenne au chevet du Mali <span style="float: right;"><b>P.8</b></span></p> <p><b>Éclairage public à Bamako</b> : Des zones noires qui inquiètent ! <span style="float: right;"><b>P.8</b></span></p> <p><b>Forêt classée de Tienfala</b> : Le Ministre Housseini Amion Guindo met en garde contre toute spéculation <span style="float: right;"><b>P.9</b></span></p> <p><b>Bonne nouvelle pour notre confrère Seydou Traoré dit Bamanan de la radio Jekafo</b> : Il retrouve son sourire habituel !!! <span style="float: right;"><b>P.9</b></span></p> <p><b>Pour manque de confiance en l'Etat</b> : La CMA lance l'opération «Tafliste» à Tombouctou <span style="float: right;"><b>P.9</b></span></p> <p><b>Centre du Mali</b> : Renforcement de la présence militaire dans le secteur des attaques <span style="float: right;"><b>P.10</b></span></p> <p><b>Katio et Bouba</b> : Haut l'équerre ! <span style="float: right;"><b>P.10</b></span></p> <p><b>Insécurité au centre du Mali</b> : Grande opération des FAMAS dans la forêt <span style="float: right;"><b>P.11</b></span></p> <p><b>Lutte contre l'insécurité au Nord du Mali</b> : TAFLISTE est le nom de l'opération lancée par les rebelles de la CMA. <span style="float: right;"><b>P.11</b></span></p>	
<b>Actualité</b>	<p><b>Au Mali, la drépanocytose tue 50 % des enfants atteints avant l'âge de 5 ans</b> : La Première Dame plaide pour un dépistage précoce <span style="float: right;"><b>P.13</b></span></p> <p><b>Discours du président de la république</b> : Les hommages mérités de la nation <span style="float: right;"><b>P.14</b></span></p> <p><b>Attaque de Sobane Da</b> : Le diocèse de Mopti dit tout ! <span style="float: right;"><b>P.16</b></span></p>	
<b>Politique</b>	<p><b>Démissions, suspensions d'activités</b> : S'achemine-t-on vers une chute inévitable de l'EPM, fatale à Bocary Treta ? <span style="float: right;"><b>P.17</b></span></p> <p><b>"Sans Détour" / Mali</b> : Le malheur tombe-t-il sur le RPM ? <span style="float: right;"><b>P.18</b></span></p>	
<b>Culture &amp; société</b>	<p><b>Commissaire d'exposition / Fonds d'appui à la culture malienne</b> : La convention 2005 de l'UNESCO va-t-elle enfin porter ses fruits ? <span style="float: right;"><b>P.20</b></span></p> <p><b>Exposition de Hamdia Traoré, Azalai Hôtel Bamako</b> : Course de pirogues ou TABAÏHO à Djenné <span style="float: right;"><b>P.21</b></span></p>	
<b>International</b>	<p><b>États-Unis 2020</b>: L'indemnisation des Afro-Américains sur l'agenda des démocrates <span style="float: right;"><b>P.22</b></span></p> <p><b>Libre circulation</b> : Le président du Faso reçoit le rapport de la Task Force de la CEDEAO <span style="float: right;"><b>P.24</b></span></p> <p><b>DSK sur le CFA</b>: «Les Africains doivent retrouver la maîtrise de leur monnaie» <span style="float: right;"><b>P.24</b></span></p> <p><b>Justice Française</b> : Nicolas Sarkozy sera le premier ancien président français jugé pour corruption <span style="float: right;"><b>P.25</b></span></p>	
<b>Sport</b>	<p><b>Can 2019</b> : Mali, jeunes, ambitieux et bientôt glorieux ? <span style="float: right;"><b>P.26</b></span></p> <p><b>Coupe du monde de football 2022 au Qatar</b> : La garde à vue de Michel Platini levée <span style="float: right;"><b>P.27</b></span></p>	

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Directeur de la Publication** : Casimir Sangala
- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Ali Moro, Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.9



P.13



P.17





## Crise multidimensionnelle au Mali : Quelles solutions ?

**N**otre pays vit les moments les plus difficiles de son histoire. Depuis les événements de 2012, le pays va de plus en plus mal.

Suite à des accusations sans fondement qui ont provoqué un manque de confiance entre le président ATT et son peuple, un coup d'État non préparé a fait plonger le Mali dans une crise extrêmement difficile qui a rendu indispensable l'appel à l'intervention de la communauté internationale, la France en tête. Le président de la transition d'alors, le professeur Dioncounda TRAORE, a dû faire un appel SOS au président français. C'était au moment où les djihadistes avaient pris le contrôle du nord du pays et se préparaient à s'emparer de la capitale. La CDEAO avait appuyé cette demande du président malien. C'est ainsi que nous avons eu droit à un ballet militaire inter-

national. D'abord, Serval, ensuite la Misma et pour finir la Minusma. Les djihadistes sont repoussés dans les grottes et les collines dans le désert sahélien.

Le processus des pourparlers d'Alger, qui a regroupé tous les protagonistes dans la capitale algérienne, a mis face à face la délégation gouvernementale composée de plusieurs ministres et autres hautes personnalités et co-dirigée par le ministre des affaires étrangères et la coopération internationale Abdoulaye Diop, le haut représentant du président de la république Modibo Keita avec groupes dits armés.

Un accord est signé. C'est l'accord pour la paix et la réconciliation issue du processus d'Alger. Il a été signé en 2 temps. D'abord par le gouvernement du Mali et les groupes armés « pro gouvernementaux » le 15 mai 2015 et ensuite

par les groupes armés irrédentistes de la CMA, le mois suivant.

Plusieurs commissions ont été mises en place. Le Comité de suivi de l'accord (CSA) dirigé par l'Algérie, la Commission justice, vérité et réconciliation (CVJR), la Commission DDR, etc.

Tout semblait être bien parti pour ramener la paix au Mali. Hélas!

De 2015, date de la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation issue du processus d'Alger par le Gouvernement, à aujourd'hui, rien n'a changé. Au contraire, ça empire.

Le nord est toujours hors de contrôle de l'État et le centre est devenu l'épicentre d'un massacre ethnique sans précédent.

Plusieurs centaines de morts rien que pour la Région de Mopti en moins de 3 mois. Le président de la République a fait le déplacement à Ogossagou après cette mission, il a relevé toute la hiérarchie militaire, enfin, excepté quelques-uns. Environ un mois plus tard, le ministre est relevé aussi. Mais les massacres continuent. Plusieurs attaques ont suivi. Dont celle de Sobane Da qui a fait plus de 100 morts

(informations officielles) et 35 morts selon les informations officielles du gouvernement. Le gouvernement semble dépassé par les événements, il préfère axer plus ses efforts pour faire une réforme constitutionnelle qui rencontre le refus des opposants prêts à tout pour l'empêcher. Il y'a même eu un projet d'accord politique.

Les auteurs de la version initiale de l'accord, qui a été mise à la poubelle au profit d'une version authentiquement IBK, ont finalement refusé de le signer. Selon eux, le document qu'ils ont proposé a été changé par le président.

À la crise sécuritaire, s'est ajoutée la crise po-

litique. Plusieurs fronts contre les réformes proposées par le gouvernement naissent. L'arrivée du nouveau gouvernement n'a pas pu décrier le climat. Malgré des changements de camps (de l'opposition à la mouvance présidentielle) de certains anciens opposants farouches, la situation est de plus en plus tendue. Le FSD est convaincu que IBK ne veut pas organiser les élections locales, communales et régionales. Il pense aussi que rien n'est fait pour arrêter le massacre de nos concitoyens.

Le gouvernement appelle à l'union sacrée pour sauver le pays. L'opposition aussi. Mais ils n'arrivent pas à se retrouver. La priorité de l'un

ne semble pas être celle de l'autre. Le manque de confiance entre les deux parties, j'allais écrire les différentes parties, parce qu'il y'en a plusieurs, creuse plus d'écart entre elles.

En attendant, le pays brûle. Le plus inquiétant est que les massacres se banalisent, mais le gouvernement ne change pas son agenda pour faire face à cette crise.

Malgré tout cela, le gouvernement ne change pas son agenda pour faire face à cette crise.

Qu'Allah bénisse le Mali !

■ **Moctar SOW !**



**WESTERN  
UNION**

**WU** SM

**MONEY TRANSFER**

**Figaro du Mali**



Nouveau Gouverneur pour Mopti : L'équation sera équilibrée par IBK  
 Depuis le mercredi dernier, la région de Mopti n'a pas de chef d'exécutif régional. Selon nos sources, des tractations sont en cours pour la désignation d'un nouveau gouverneur pour cette région en proie à l'horreur et à la panique.  
 D'après les informations dont nous disposons, cinq (5) noms d'officiers supérieurs de l'armée seraient en compétition. Le ministre de l'administration territoriale n'aura aucune maîtrise des consultations que gèrerait la Présidence.  
 Au niveau du département de tutelle, le ministre Boubacar Alpha Bah souhaiterait un civil expérimenté en lieu et place d'un militaire. Une autre source nous a confié que Karim Keïta, président de la commission Défense et sécurité à l'assemblée nationale, proposerait et exigerait la nomination du brave colonel-Major Abass Dembelé.  
 Mais le député que nous avons contacté dit ne pas se mêler de décisions qui relèvent de l'exécutif : « Je n'ai pas mon mot à dire sur les décisions de l'exécutif encore moins les départements dont je ne suis d'ailleurs pas le correspondant au parlement. » nous a gentiment répondu l'honorable Karim Keïta.  
 D'autres hauts responsables sécuritaires seraient opposés à cette décision de voir des officiers remplacer Sidy Alassane. Le président de la République est donc appelé à trancher entre le choix d'un civil et celui d'un militaire. Au regard de la grave situation, le choix de la raison semblerait connu.

**Ammy Baba Cisse**

Bravo au gouverneur qui comprend maintenant son rôle. La marche de demain est autorisée



**Ousmane Sonko**



Nous n'avons qu'une nationalité: Sénégalaise. Nous n'avons qu'une maison: elle se trouve au Sénégal. Notre famille vit au Sénégal, nos enfants y étudient. Nous nous soignons au Sénégal. Comment pouvez-vous un seul instant croire que nous pouvons brûler cette terre, notre terre?

**Moussa Mara**



SÉJOUR DE MOUSSA MARA AU MAROC. 1) Moussa MARA participe, à Marrakech, au Maroc, au 5e congrès de la comptabilité en Afrique, co organisé par la fédération africaine des experts comptables (PAFA) et l'ordre des... <https://www.facebook.com/100004278850374/posts>

**Karim Keita**



Ce jour, à Paris, je prend part à l'Assemblée Nat Française au forum parlementaire sur le renseignement et la sécurité. [#Se-curiteML](#) [#FAMa\\_Mali](#) [#FranceauMali](#)



**Le journal Afrique**



Senegal Kebetu Révélations de la BBC El Hadj Hamidou Kassé Conseiller du président Macky Sall confirme "250 000 dollars versés à Agitrans (propriété de Aliou Sall, frère du Président)

**Keita Aminata Maiga**



Qu'avons nous fait pour que cela tombe sur nos têtes! Donnons-nous la main. Je le dis toujours, n'importe où, partout sensibilisons pour la paix des coeurs et

soyons des exemples. Quand on veut on peut! Protégeons nos enfants!

## Ministère des Affaires Étrangères du Mali

Le MAECI SEM @T\_Drame a reçu successivement en audience, ce 19 juin, M. Angel LOSADA, Envoyé Spécial de #UE pour le Sahel, Mme Birgit MARKUSSEN, Directrice Afrique au sein du Service Européen pour l'Action Extérieure ainsi que les Ambassadeurs de Cuba et du Luxembourg au Mali



## Séga DIARRAH

Mali : des bandes à peine mieux organisées avec 15 AK 47 déclenchent sans difficulté des déplacements massifs de population, interrompent soudainement les activités économiques, bloquent les systèmes de santé et d'éducation en présence des @FAMA\_Mali MINUSMA Barkhane G5Sahel



## Patience...

Mali : j'espère de tout cœur que les massacres au centre, à force de devenir tellement courants, ne seront pas banalisés. Les derniers à Gangafani et à Yoro n'ont pas mérité le déplacement des autorités, ni PM, ni PR...



## Larmes des pauvres

Bandiagara Urgent : la milice da na amasagou a fait une nouvelle fois, plus d'une dizaine de morts dont des femmes et des nourrissons à Bogolo, localité située à 13 km de la ville. Contrairement aux autres attaques plusieurs miliciens ont été tués .



## Jigi

Les Aigles du #Mali prennent leurs quartiers en Égypte ce 19 juin 2019. Pour suivre intensément les rencontres des hommes de Mohamed Magassouba lors de la 32e édition de la CAN, voici les noms et les numéros qui figurent sur leurs maillots. CAN2019 malipuissanci



## Pr. Alpha CONDÉ

J'ai reçu Vadim Vladilenovitch Razoumovskiy ainsi que Moumouni Mamoudou, nouveaux ambassadeurs de la Fédération de #Russie et du Niger en Guinée, venus présenter leurs lettres de créance.



## Kamanda w K Muzembe

Les discussions reprennent probablement ce soir, après 48 heures d'interruption sollicitée par les FCC. Les deux partenaires de la coalition ont déjà convenu de la taille de l'équipe et du nombre qu'aura chacune d'elle. Reste alors la seconde étape, celle de la qualité.



## FRANCE 24 Urgent

URGENT - Mondial-2019 : victorieuses de la Nouvelle-Zélande (2-1), les Camerounaises se qualifient pour les 8e de finale



## Ministère des Affaires Étrangères du Mali

Une délégation conjointe de haut niveau de UE et des UN conduite respectivement par M. Jean-Pierre LACROIX, SG Adjoint des @UN pour le maintien de la Paix et M. Pedro SERRANO, SG Adjoint de la police de Défense et de Sécurité Commune de l'UE, était ce mercredi 19 juin au MAECI



## Koulouba, le 19 juin 2019 : Les Nations unies et l'Union européenne au chevet du Mali



Une délégation conjointe de haut niveau de l'Union Européenne et des Nations Unies conduite respectivement par M. Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour le maintien de la Paix et Pedro Serrano, Secrétaire Général adjoint de la police de Défense et de Sécurité Commune de l'UE, était ce mercredi 19 juin au MAECI.

Cette délégation a eu des entretiens directs avec le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, S.E.M. Tiébilé DRAMÉ sur la dégradation de la situation sécuritaire dans le centre du Mali.

Au cours de leurs interventions, les chefs de délégation des Nations Unies et de l'Union Européenne ont tous exprimé leurs vives préoccupations face à la situation qui prévaut dans la région de Mopti. Pour eux, il est plus qu'urgent que tous les partenaires adaptent leurs actions aux défis du moment. C'est pourquoi d'ailleurs la MINUSMA entend renforcer ses moyens sur place.

L'Union Européenne a également saisi cette occasion pour réitérer son soutien au processus du DDR et à la force conjointe du G5 Sahel.

Pour le Ministre DRAMÉ, aujourd'hui la côte d'alerte est atteinte et il n'y a plus de temps à perdre. Une occasion pour lui de dire aux partenaires que les forces armées maliennes à elles seules ne peuvent plus faire face à ce phénomène de plus en plus difficile et complexe.

■ Bureau de l'Information et de la Presse/ MAECI



**UNION EUROPEENNE**  
Délégation au Mali

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Faisant référence à divers articles dans la presse de ces derniers jours, la Délégation de l'Union européenne au Mali informe que l'Union européenne n'a en aucun cas affirmé qu'elle suspend son aide financière à l'armée malienne.

L'aide budgétaire de l'Union européenne, comme son nom l'indique, est une aide au budget de l'Etat composée d'une tranche fixe et d'une tranche variable. En avril 2019, 36 millions d'euros ont été versés au Trésor malien au titre de la tranche fixe liée à l'année 2018. Le déboursement de la tranche variable (d'un maximum de 20 millions d'euros pour 2018) de cette aide au budget est lié à l'atteinte de certains indicateurs agréés par les deux parties.

Lors d'un colloque tenu par le CERM, le 14 juin dernier, le Chef de Coopération a en effet rappelé qu'une partie de cette tranche variable n'avait pu être décaissée en raison de la non atteinte de certains indicateurs, dont entre autres, la mise en place d'un système intégré des ressources humaines au sein des Forces Armées maliennes. Les tranches variables sont utilisées dans la coopération avec plusieurs pays.

Les détails de ces décaissements au profit du budget général de l'Etat avaient déjà fait l'objet d'un communiqué de presse le 23 avril.

L'Union européenne encourage les autorités responsables à poursuivre tous les efforts possibles dans le suivi de ces indicateurs définis en partenariat avec le gouvernement malien afin d'optimiser le décaissement de la tranche variable de l'appui budgétaire.

Bamako, le 19 juin 2019

■ Assa DIALLO MAIGA  
Responsable Presse et Information.

## Éclairage public à Bamako : Des zones noires qui inquiètent !

Suite à des retards de paiement de la mairie du district pour des fonds alloués à l'éclairage public à Bamako, plusieurs grandes artères de la capitale malienne sont plongées dans l'obscurité depuis le début du mois de Juin 2019.

A l'exception des tronçons empruntés par le Président de la République, toutes les autres grandes artères de la capitale souffriraient de problème d'éclairage, avec des ampoules défectueuses.

Selon plusieurs cadres et techniciens à l'EDM, l'Eclairage Public (EP) serait cogéré par l'EDM et les municipalités, c'est à dire dans la ville de Bamako aussi bien que dans différentes régions du pays.

Compte tenu de cette situation anormale, plusieurs usagers des routes



se plaignent de cette situation en cette période où l'insécurité préoccupe tout le monde.



## Forêt classée de Tienfala : Le Ministre Housseini Amion Guindo met en garde contre toute spéculation



Le ministre Housseini Amion Guindo a mis en garde tous les spéculateurs fonciers qui ont des TF sur cet endroit de ne pas y construire ni vendre car c'est une forêt classée appartenant à l'Etat dont la vente est interdite. Il avait fait le grand tour de cette forêt classée pendant 2 heures. Il a encouragé l'ONG Mali développement à travers sa présidente Mariam Diané dite Bébé à préserver la forêt ; cette ONG a planté 1000 arbres ce jour-là. En plus du ministre il y avait la présence du gouverneur de Koulikoro, des responsables des eaux et forêts et de l'AEDD. La société SEFAN qui lutte pour la préservation de cette forêt classée a promis au ministre la création d'un parc en faisant venir tous les animaux d'ici deux ans.

## Pour manque de confiance en l'Etat : La CMA lance l'opération «Tafliste» à Tombouctou



«Tafliste» en tamashek veut dire confiance et c'est le nom d'une opération lancée depuis hier par la branche la plus puissante de la CMA dans la région de Tombouctou.

Elle est composée des éléments de Houkahouka et basée à Razelma et Koigouma. Elle répond, selon ses initiateurs, au manque de confiance en l'Etat à propos de la sécurisation, et supplée à son absence et son incapacité à jouer son rôle.

De façon unilatérale, la CMA (Coordination des mouvements armés de

## Bonne nouvelle pour notre confrère Seydou Traoré dit Bamanan de la radio Jekafa : Il retrouve son sourire habituel !!!



La première opération et la plus délicate sur notre confrère à eu lieu le vendredi 14 juin 2019 dans une clinique spécialisée avec des chirurgiens tunisiens. L'opération qui a eu lieu au thorax s'est très bien passée selon les médecins traitants et la mine de notre collègue s'est améliorée. Il est sorti de la réanimation hier lundi et a pu communiquer avec ses collègues et sa famille notamment son épouse bien aimée, sa Fimani adorée (la fille de son oncle).

Seydou Traoré dit Bamanan doit subir la seconde opération dans quelques jours au niveau du Larynx pour lui permettre de retrouver la voix car selon les médecins la cause de sa perte de voix était au thorax et cette seconde opération devrait lui permettre de remettre sa voix à sa place. Elle est aussi cruciale qu'importante car la force d'un animateur de radio c'est sa voix.

Dores et déjà, il se réjouit de toute la solidarité qui a entouré son cas et remercie vivement le Président de la République Ibrahim Boubacar Keita, le Premier Ministre Boubou Cissé, son gouvernement et l'ensemble des anonymes qui se sont mobilisés pour sa cause.

Pour ma part, je remercie l'ensemble des lecteurs, amis, collègues et familles qui m'ont fait confiance pour conduire la tête de la chaîne de solidarité pour son cas.

J'estime que nos autorités doivent mettre en place un fond social spécial pour la prise en charge des cas sociaux de maladies dans la presse. Sur le fond d'accès universel par exemple, 2% par an suffirait.

■ M.K

l'Azawad), dans cette zone, a signé, hier 19 juin, un document intitulé «Opération tafliste : stratégies de la CMA pour renforcer la paix et sécuriser la région de Tombouctou».

Le document évoque : l'implication de la CMA dans la sécurisation des biens et des personnes sur les axes Goudam-Tombouctou, Goudam-Diré et Goudam-Tonca ; la mise en place d'une commission de Cadis pour rendre la justice ; la mise en place d'une commission des chefs de fractions-villages pour le suivi de la mise en œuvre des stratégies adoptées ; la création de deux centres de détention (Koigouma et Razelma) ; la réhabilitation du réseau téléphonique dans la zone ; la mise en place de moyens financiers et matériels pour les opérations de sécurisation.

## Centre du Mali : Renforcement de la présence militaire dans le secteur des attaques



L'armée malienne renforçait mercredi sa présence aux environs de deux villages dogons du centre du pays attaqués lundi, a-t-on appris de sources concordantes, tandis que des habitants faisaient état de l'utilisation de nombreuses motos dans les raids meurtriers. Depuis l'apparition en 2015 dans le centre du Mali du groupe jihadiste du prédicateur Amadou Koufa, recrutant prioritairement parmi les Peuls, traditionnellement éleveurs, les affrontements se multiplient entre cette communauté et les ethnies bambara et dogon, pratiquant essentiellement l'agriculture, qui ont créé leurs "groupes d'autodéfense". Les villages de Gangafani et de Yoro, près de la frontière burkinabè, ont été frappés lundi soir par des "attaques terroristes" qui ont fait 38 morts et de nombreux blessés, a annoncé mardi soir le gouvernement dans un "bilan provisoire officiel".

"Un contingent des forces de défense et de sécurité a été dépêché sur les lieux pour sécuriser les populations et leurs biens, et traquer les auteurs de ces attaques", a ajouté le gouvernement.

Selon un élu de la région, "la situation a été calme la nuit. Mais après un événement comme ça, les populations ont évidemment peur".

"Nous avons appris que l'armée allait renforcer sa présence aujourd'hui dans le secteur. C'est une bonne chose si ça se réalise", a déclaré cet élu à l'AFP sous le couvert de l'anonymat.

Un fonctionnaire retraité habitant dans le cercle de Koro, dont dépendent administrativement les deux villages attaqués, Amidou Maïga s'est étonné que les assaillants aient pu arriver massivement à moto, malgré les restrictions de circulation dans la zone.

"Le président malien seulement la semaine dernière a encore interdit la circulation des motos. Or, les assaillants sont arrivés à plus de 100 motos. Donc on doit renforcer la sécurité", a-t-il dit.

"Les populations ont peur. Il y a un poste militaire avancé à moins de 30 km de Yoro. Il faut le renforcer", a-t-il estimé.

Lors d'un déplacement dans le village dogon de Sobane Da, proche de Bandiagara, où une attaque le 9 juin a fait 35 morts, dont 24 enfants, le président Ibrahim Boubacar Keïta a notamment annoncé l'interdiction de la circulation des motos dans plusieurs localités de la zone.

Des mesures de ce type ont déjà été imposées à plusieurs reprises dans des secteurs du centre du Mali pour prévenir les attaques.

Les violences qui déchirent cette région depuis quatre ans ont culminé

## Katio et Bouba : Haut l'équerre !



Son talon d'Achille n'est autre que ses deux fistons. Le président de la République a beau le nier qu'il ne convaincrat personne, à commencer par sa propre personne.

Un journal de la place avait prédit la reproduction du scénario Karim Wade, au Mali, à l'avènement d'Ibrahim Boubacar Keïta à la tête de la magistrature suprême. Karim Keïta (Tiens ! c'est un Keïta !), soi-même, risquerait de dupliquer son « homonyme » (peut-être son homologue) sénégalais. Les faits semblent donner raison à ce journal.

Ses frasques font régulièrement les choux gras de la presse malienne. Son jeune frère, Bouba, est moins cité dans la presse. Même si, récemment, a-t-on appris que, lui aussi, se serait spécialisé dans le coaching des femmes ministres (plutôt séduisantes).

Le détail est coquin, pardon, « ma plume a fourché », elle voulait écrire cocasse. Lui, Bouba, affectionne Twitter pour lancer ses tweets incendiaires. C'est peut-être un moyen discret, mais on n'est quand même pas dans un boudoir, ça reste un réseau social, Twitter. Alors, ça se sait ! Rappel utile, sans être la tête de Turc de la presse malienne, à l'opposé de son jeune frère, Karim Keïta développe des rapports très difficiles avec les médias maliens. Il en est déjà à son deuxième procès avec des journalistes maliens (nous serons peut-être les prochains sur la liste). En cause : des faits l'incriminant ont été portés sur la place publique. Si l'on admet qu'« il n'y a pas de fumée sans feu », Katio et Bouba ne sauraient défrayer la chronique pour rien. Fils du président de la République, on le sait ; cibles faciles, c'est moins évident. Mais bien parce que leur immixtion dans toutes les sphères dérange : choix et la nomination des membres du gouvernement, le coaching des ministres, l'intermédiation, l'attribution ou facilitation des marchés publics ; la nomination des directeurs nationaux ou généraux. Karim par-ci, par-là ; Bouba, vice versa. Ils fonctionnent comme une bande à bonus, dans une combine lucrative. Haut l'équerre !

Il les porte comme sa croix, il les a comme deux énormes boulets à ses pieds, ses deux fistons, le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta. Difficile d'avancer. Que voulez-vous, ce sont ses fils, ils peuvent compter sur son soutien ! Bourama Keïta

avec le massacre le 23 mars, attribué à des chasseurs dogons, de quelque 160 Peuls dans le village d'Ogossagou, près de la frontière avec le Burkina Faso.

## Insécurité au centre du Mali : Grande opération des FAMAS dans la forêt



L'armée malienne a effectué aujourd'hui une opération fructueuse qui a été soldée par la destruction des bases de TERRORISTES dans la forêt entre Gangafani 2 et Yoro où il y avait eu lundi 41 morts.

3 hélicoptères de l'armée malienne sont rentrés dans l'opération et ont réussi à neutraliser les assaillants armés qui se reposaient dans la forêt. Bilan très satisfaisant:

- 120 TERRORISTES tués
- Leurs bases détruites,
- des terroristes arrêtés
- côté FAMAs: un mort.

L'armée malienne semble se réveiller. Bravo à nos FAMAs

■ Source: Koro Kibaru, témoignage habitants de Yoro

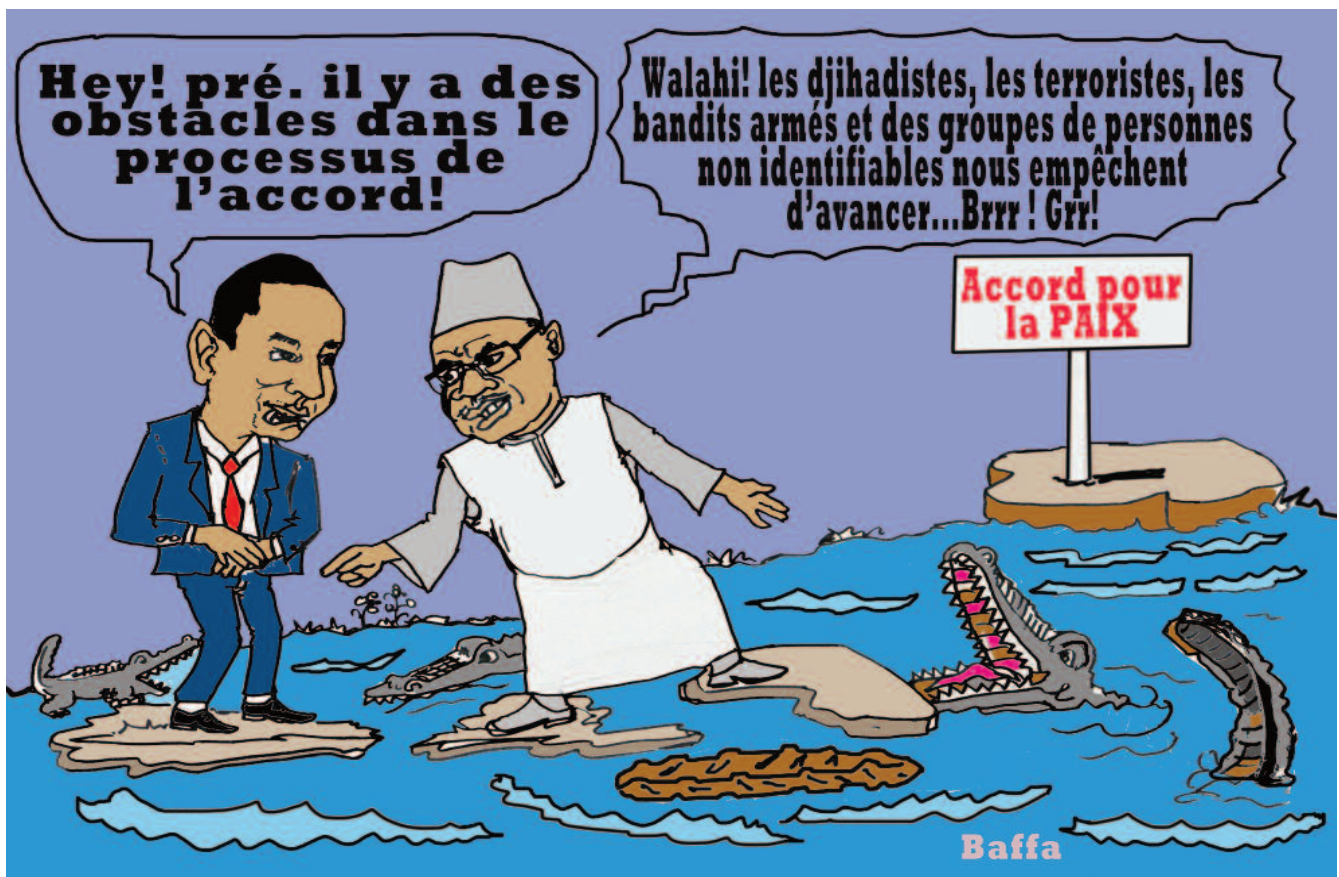
## Lutte contre l'insécurité au Nord du Mali : TAFLISTE est le nom de l'opération lancée par les rebelles de la CMA.

Son objectif est de sécuriser les personnes et leurs biens dans la région de Tombouctou selon la CMA. La même CMA qui se dit se battre pour la paix et la liberté parle de la mise en place d'une commission de cadis pour faire justice. La CMA dit être disposée pour ramener la paix et la sécurité, mais la CMA sape l'État pour mettre son programme de contrôle en mouvement. Si elle opte pour la paix, son rôle est d'aider l'État à travers ses institutions de justice.

Ces régions ont toujours connu des cadres coutumiers de justice qui se sont toujours conciliés avec les services administratifs.

Les bandits armés dans ces zones ne tombent pas des cieus. Ce sont les mêmes individus qui vivent avec les populations autochtones. Ils sont activés et désactivés en fonction des intérêts d'un groupe armé ou un autre. Il faut donner toutes les raisons pour justifier la terreur, la mort suivies des propositions de sécurisation. Tout a un prix. Les zones convoitées sont contrôlées. La seconde phase sera les tracés de frontières et de barrières. De toutes évidences l'État malien a failli après tant d'années de lutte pour une unification. L'histoire du Mali, avec toutes ses légendes et ses gloires a commencé avec Soundiata Keita et elle semble s'arrêter avec Ibrahim Boubacar Keita. Des familles se sont enrichies, mais le patrimoine a été dévasté.

■ Touré Abdoul Karim



# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous



## Au Mali, la drépanocytose tue 50 % des enfants atteints avant l'âge de 5 ans: La Première Dame plaide pour un dépistage précoce

L'alerte et l'urgence ont été données dans la matinée du 19 juin 2019, lors de la célébration de la 11ème Journée internationale de lutte contre la drépanocytose sous la présidence de la Première Dame Keïta Aminata Maïga, Présidente de l'ONG Agir et marraine de la journée.

La drépanocytose est aujourd'hui un sujet de santé publique au Mali, et a pour thème cette année : « dépistage, un moyen efficace de prévention et de lutte contre la drépanocytose ». Notre pays dispose d'un Centre de Recherche et Lutte contre la Drépanocytose situé au Point G, créé en 2010, et qui est aujourd'hui parmi les meilleurs centres africains et apprécié au niveau mondial.

Après une cérémonie qui a retracé le parcours de la lutte contre la drépanocytose au Mali, la Première Dame, accompagnée du Ministre de la Santé et des Affaires Sociales a visité le centre et échangé avec certains patients pour s'enquérir de leur état de santé et les encourager.

Une visite appréciée par Keïta Aminata Maïga, qui n'a pas manqué de prodiguer des conseils et insister sur la nécessité du dépistage précoce : « Je voudrai d'abord saluer, remercier le Prof Daba Diallo et tout son staff pour avoir permis qu'aujourd'hui je puisse enfin visiter ce centre, et c'est avec émotion que je le visite.

La drépanocytose est une vilaine maladie, comme tout maladie d'ailleurs, mais qui peut être dépisté, qui peut être soigné. Je crois savoir qu'on ne peut pas guérir cette maladie mais on peut prévenir, donc l'appel que je lance c'est de demander qu'on fasse le dépistage, tout petit mais également au mariage, je crois que ça devrait être obligatoire. Avant que le couple n'aille devant le Maire, qu'ils voient s'ils sont compatibles ou pas, qu'il n'y a pas de problème. Parce qu'ils auront certainement des enfants mais des enfants qui peut-être n'iront pas bien. » dira Keïta Aminata Maïga.

Pendant la visite guidée la Première Dame a eu connaissance des traitements administrés pour soulager les patients et du coût des médicaments qui ne sont pas toujours à la portée du malien, d'où l'appel son appel à la solidarité: « J'appelle également toute la communauté, tous les maliens, à s'approprier de ce centre, dans ce sens qu'un petit don, vous savez on vient de me dire que le médicament miracle coûte 6000 FCFA la boite, et je crois qu'il faut trois boites par semaine et c'est un peu couteux pour la bourse malienne. Je dis toujours quand on veut on peut, c'est une réalité. Il faut absolument qu'on puisse les aider à améliorer à agrandir ce centre pour accueillir plus de patients. Vous la presse vous être le

relais, je le dis toujours, engagez-vous avec nous. Nous sommes déjà ensemble, nous nous battons, aider nous à sensibiliser. C'est une maladie génétique donc il faut la dépister à temps » insistera Madame Keïta.

Rappelons que le taux de prévalence de la drépanocytose au Mali est de 12%, l'on enregistre entre 5000 et 6000 naissances de porteurs de la maladie par an et 50% des enfants souffrent de la maladie meurent avant l'âge de 5 ans. C'est une maladie qui se manifeste chez les personnes atteintes par une anémie, par des crises de douleurs intenses, l'hypermotilité aux infections entre autres.

La cérémonie de lancement de la journée a eu lieu dans la salle de conférence du centre de recherche et de lutte contre la drépanocytose. Elle a mobilisé autour de la Première Dame, marraine de la Journée, le Ministre de la santé et des affaires sociales, les cadres de l'ONG Agir et du Cabinet de la Première Dame, le Président de la Commission santé de l'Assemblée nationale du Mali, les représentants des partenaires techniques et financiers du CRLD, les autorités administratives et politiques du District de Bamako, les administrateurs du Comité Régional de Lutte contre la Drépanocytose (CRLD), du Comité Scientifique et Technique du CRLD, les membres du Comité d'Ethique Institutionnel du CRLD, l'administrateur délégué de la fondation pour l'enfance, les ambassadeurs de la drépanocytose et de nombreux grands invités.

■ **Cellule de Communication et des Relations Publiques de la Présidence de la République**

## Discours du président de la république : Les hommages mérités de la nation

Koulouba, 20 juin 2019

### Mes chers compatriotes,

Le 20 juin 2015, sous le regard étonné, ému et quelque peu dubitatif du monde, nous avons pu enfin signer ici dans notre capitale, l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, décliné de l'accord préliminaire de Ouagadougou, issu du processus d'Alger et parachevé à Bamako.

Nos partenaires étaient là, nos frères de la rébellion également. L'ambiance particulièrement grave du moment était celle des moments d'Histoire, de ces moments rares dans l'Histoire des nations.

Ce jour-là, d'émotion compréhensible mais aussi de sincérité assumée, j'ai pris feu Mamadou Djéri Maïga dans mes bras. Je l'ai pris dans mes bras pour la Paix. Je l'ai pris dans mes bras pour le Mali. Je l'ai pris dans mes bras pour la stabilité du Sahel et pour la tranquillité du monde.

Notre accolade devait sceller un pacte, une complicité pour que les populations du Mali vivent dans la paix et aspirent au bien-être tant mérité d'un peuple qui vit à la sueur de son front, dans ses champs, derrière ses troupeaux, le long des pêcheries, sur les marchés, dans les mosquées, dans les églises, dans d'autres lieux de culte.

Car tel est le Mali : libre et voulant la liberté pour tous, dans les limites bien comprises de l'adage qui dit que notre liberté s'arrête là où commence celles autres.

Où en sommes-nous, quatre ans après la signature de l'Accord.

Je ne m'attarderai pas sur les avancées parce que ma raison d'être est de lever les pesanteurs, toutes les pesanteurs dont souffre notre peuple. Les quatre axes de l'Accord, comme vous le savez, nous permettent à chaque étape, d'évaluer, de manière cohérente, les actions entreprises et de nous projeter dans l'avenir.

En ce qui concerne le DDR, il faut noter le démarrage du préenregistrement, en vue de leur formation, de plusieurs centaines d'ex-combattants des mouvements signataires du Mé-

canismes Opérationnel de Coordination.

Il convient de signaler le retour dans nos Unités de près de 80 pour cent des ex-combattants des mouvements signataires de l'Accord, anciennement membres des FAMAs.

Pendant ce temps, des discussions encourageantes sont en cours entre les parties concernant les critères d'intégration des combattants des mouvements signataires de l'Accord dans les corps constitués de l'Etat, y compris les forces armées et de sécurité.

Toutes ces mesures visant la constitution d'une armée véritablement nationale, hautement qualifiée et uniquement dédiée à la défense des Maliennes et des Maliens, et le Mali c'est de Kidal à Sikasso, de Kayes à Taoudéni. L'Accord, c'est également un pacte pour le développement socioéconomique du Mali, de tout le Mali, avec un accent particulier sur ses zones les plus sensibles.

Le fonds de développement durable est créé. Ses lois et décret d'application sont adoptés. Son comité de gestion est également opérationnel.

Nous déplorons cependant la lenteur dans la mobilisation de ces promesses annoncées.

La mise en marche des zones de développement s'appuiera fortement sur le plan d'action déjà disponible pour le transfert de 30 pour cent des recettes budgétaires de l'Etat aux collectivités territoriales.

Le combat pour les ressources n'est pas simple. Le Mali seul ne peut pas tout. Mais il continuera ses efforts pour que les partenaires aient plus confiance en sa gouvernance financière.

### Mes chers compatriotes,

La paix est un des piliers essentiels de cet Accord. D'où l'accent mis sur « Réconciliation, Justice et Question humanitaires ».

La Commission Vérité, Justice et Réconciliation est une des structures institutionnelles dédiées à cela. La CVJR abat un travail remarquable.

En même temps qu'elle a pu recueillir 12.877 dépositions, elle a aujourd'hui achevé son im-

plantation dans l'ensemble des régions du Mali.

Le projet de loi d'entente nationale adopté en conseil des ministres est transmis à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, s'agissant de nos compatriotes réfugiés dans les pays voisins, ils poursuivent leur retour au Mali à travers les trois accords tripartites entre le Gouvernement, le HCR et les gouvernements du Niger, de la Mauritanie et du Burkina Faso.

J'accorde une attention particulière à la place qu'est celle de la Justice transitionnelle pour laquelle je me réjouis des mesures institutionnelles et politiques déjà prises.

### Mes chers compatriotes,

Pour les questions politiques et institutionnelles, de nombreuses mesures réglementaires et législatives ont été adoptées. Parmi les plus récentes, je retiens particulièrement le redémarrage du processus de révision constitutionnelle. Un avant-projet de loi m'a été remis par le comité d'experts ad hoc.

Ce projet de texte devra être enrichi lors des débats du prochain dialogue politique inclusif auquel j'attache du prix et dont la tenue fait partie de la feuille de route du Gouvernement. S'agissant des actions, la poursuite de l'opérationnalisation des autorités intérimaires au niveau cercle, constitue une avancée considérable.

Aujourd'hui, nous avons enregistré la création par la loi de l'ensemble des collectivités territoriales des régions de Ménaka et de Taoudéni. La question transversale du genre n'est pas occultée.

Car elle est essentielle dans la réussite de la mise en œuvre à travers une implication efficiente des femmes mais aussi des jeunes dans tous les mécanismes inhérents à la mise en œuvre de l'Accord.

J'ai instruit au Gouvernement formé le 5 mai dernier de mettre un accent particulier sur la sécurisation des personnes et des biens et l'accélération des actions développement socio-économique appropriées.

### Mes chers compatriotes,

En quatre ans, beaucoup a été fait dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger avec un accompagnement sans faille de nos partenaires notamment la médiation internationale



qui ne ménage aucun effort pour préserver les équilibres du processus.

L'Accord est un instrument pour la paix, la stabilisation et le développement socio-économique de notre pays.

Que l'on n'en doute point !

Je m'incline devant la mémoire de tous ceux qui sont tombés dans la guerre du Mali, cette guerre pour la dignité, l'intégrité, la diversité mais l'unité du Mali.

Je salue leur mémoire, qu'ils soient Maliens ou d'ailleurs, civils ou militaires, du Nord comme du Centre, qu'ils soient tombés ici au Mali comme dans le Sahel aujourd'hui meurtri.

Du sang et des larmes. Le deuil et le désarroi. La vie le matin, la mort la nuit ! Le champ ou le pâturage aujourd'hui !

Le jour, le parfum des tamariniers sur les plaines du Seeno- Gondo, et à l'aube, les corps déchiquetés par l'explosion des mines sur les routes familières.

Yoro, Sobane Da, Ogossagou, Koulogo, Petaka, Bulli Kessi, Nantaga, Dogo, et j'en passe.

Tous ces lieux où la vie de l'homme ne compte plus pour rien. Tous ces lieux où l'ignorance de prétendus savants sème l'intolérance et la mort. Tous ces lieux où la zizanie dresse les uns contre les autres, des groupes de séculaire convivialité.

Tous les jours nous pleurons, tous les jours

nous voyons nos enfants mourir, nos greniers prendre feu, notre bétail enlevé ou mitraillé.

#### **Mes chers compatriotes,**

C'est dans ce contexte triste et hautement préoccupant que nous célébrons le quatrième anniversaire de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation.

Cet anniversaire, est une interpellation.

Si nous ne nous ressaisissons pas, le deuil sera le quotidien durable et déplorable du Mali, du Nord du Mali, du Centre du Mali, mais également celui de plusieurs régions de pays voisins du Mali !

#### **La côte d'alerte est atteinte.**

J'en appelle solennellement, une fois de plus, au sursaut national.

Pendant que nous consoliderons la mise en œuvre de l'Accord, il nous faudra être constamment au chevet du Centre.

La paix et la stabilité au Centre, la concorde et l'harmonie retournant entre ses habitants, la relance de la production et de la consommation compromises doivent être au cœur de nos préoccupations.

Les défis sont aujourd'hui plus grands qu'hier. Finissons-en donc avec les procès d'intention qui vouent aux gémonies nos autorités, nos institutions, nos autorités morales.

Finissons-en avec les procès en sorcellerie qui

font à des patriotes convaincus l'injure de vouloir vendre le Mali aux enchères, de brader sa dignité et son intégrité.

Finissons-en avec nos orgueils mal placés, nos projets subversifs, surtout celui de désigner à la vindicte populaire des troupes amies dont les soldats meurent chez nous, de traiter en ennemis les partenaires qui nous ont tendu la main quand nous nous écroulions !

Soyons-Maliens, c'est-à-dire grands de cœurs, reconnaissants envers ceux qui n'ont d'autre agenda que de nous aider.

#### **Maliennes et Maliens, l'Accord n'a rien d'anti national. Soutenez-le ! Réussissons-ensemble le pari de son application.**

Renouvelons notre gratitude à nos amis, à nos partenaires, à nos voisins, aux organisations sous régionales et régionales, à l'ensemble de la communauté internationale, pour l'accompagnement généreux accordé à notre pays qui, il faut le dire, a également été présent partout où il pouvait épauler l'Afrique, le monde, aider à la paix et la stabilité.

#### **Vive le Mali uni et indivisible, Qu'Allah bénisse le Mali !**

## Attaque de Sobane Da : Le diocèse de Mopti dit tout !

Le bilan exact nous ne le savons pas, nous ne savons pas non plus pourquoi un village 100% chrétiens, mais le prêtre sur place a compté quatre-vingt-quinze (95) corps et a laissé le reste parce qu'il ne tenait pas», voilà ce que l'on peut lire dans un rapport du diocèse de Mopti sur l'attaque du village de Sobane Da, dans le cercle de Bandiagara, région de Mopti.

Dans ce rapport publié le 10 juin 2019 et dont la rédaction de Ziré a pu se procurer une copie, Père Michel Douvon, administrateur diocésain pour le diocèse de Mopti, précise qu'au moment de l'attaque du village de Sobane Da, le maire de Sangha a été joint au téléphone plusieurs fois et a promis l'arrivée des forces de

sécurité qui ont été saisies à plusieurs reprises par téléphone, mais aucune suite n'a été donnée à ces sollicitations.

« Et pourtant, il y a une présence militaire de l'armée malienne à Diankabou qui est à 30 kilomètres de Sobane Da. Pourquoi ce silence face à l'appel de détresse de la population ? Depuis dimanche 09 juin 2019 vers 18 h où l'attaque a eu lieu et à l'heure où la communauté nous joint au téléphone ce matin, lundi 10 juin 2019, vers 8 h 53, aucune présence de force de sécurité n'a été vue sur le terrain. Vers 9 h 30 quelques personnes de la santé sont venues prendre des blessés graves au nombre de douze personnes pour l'hôpital de Sangha et susceptibles d'être sauvées et ont laissé les

cas appréciés désespérants sur le terrain », peut-on lire dans le rapport.

Selon le même document signé par Père Michel Douvon, vers 09 h 30, après le passage des hommes de santé, l'alerte a été donnée aux villages environnants de venir en aide pour enterrer les morts. « Le village étant 100% chrétiens catholiques, les prêtres de la paroisse sont venus. Ainsi, le prêtre chargé de l'inhumation, lui-même, a compté 95 corps sans vie à 11 h 15 ce lundi 10 juin 2019 et encore aucune présence de force de sécurité sur place. Où allons-nous et où sommes-nous? Les tombes sont creusées, les prêtres sont là sur place, et on demande à la population d'attendre les gendarmes de Bandiagara pour pouvoir procéder à l'inhumation des corps. Des corps criblés de balles ou passés au feu depuis hier 18 h (le 9 juin) jusqu'à 11 h ce matin (le 10 juin), on ne peut pas les enterrer sans l'autorisation des forces de sécurité qui ne sont pas venues à l'appel de détresse de la population. Nous sommes au-delà de l'humain et de l'imaginable ! » Précise le rapport.

Le document ajoute également : « A l'instant que nous avons reçu le message de la communauté de Sobane Da, nous avons informé le gouverneur de Mopti à travers le colonel chargé de la sécurité du gouverneur qu'il a promis d'informer le gouverneur en personne et le commandant de zone, nous avons aussi informé le chef de la section police MINUSMA. C'est après cela que nous avons informé la CEM ».

« Ce rapport ne dit pas tout. Dans le village de Sobane Da rien n'a été épargné. Le bilan exact nous ne le savons pas, nous ne savons pas non plus pourquoi un village 100% chrétiens, mais le prêtre sur place a compté 95 corps et a laissé le reste parce qu'il ne tenait pas. Nous condamnons avec force toute violence et en même temps nous en appelons à l'Etat et aux forces de sécurité de prêter l'oreille aux appels de détresse de sa population », peut-on toujours lire dans le rapport.

Pour rappel, le gouvernement avait fait un premier communiqué annonçant quatre-vingt-quinze morts (95), le jour de l'attaque. Ces chiffres ont été revus à la baisse le lendemain, 11 juin 2019. Finalement le bilan officiel du gouvernement s'élève à trente-cinq morts, dont vingt-quatre enfants.

■ Ousmane BALLO







## Démissions, suspensions d'activités : S'achemine-t-on vers une chute inévitable de l'EPM, fatale à Bocary Treta ?

La Coalition « Ensemble pour le Mali » dirigée par Dr. Bocary Treta continue de mourir de sa belle mort. Après la démission massive de la dizaine de partis politiques pour créer une autre coalition de soutien à IBK dénommée « Action républicaine pour le progrès (ARP) », « l'Ensemble pour le Mali » vient d'enregistrer un autre coup fatal : la suspension de la participation du Collectif des candidats 2018 pour le Mali (CCM 2018) à toutes ses activités. Que reste-t-il à présent de cette coalition ? Démissions, suspensions d'activités, ... ce sont les termes qui sont à la mode au sein de la plateforme « Ensemble pour le Mali ». La coalition de Dr Bocary Treta s'effrite et meurt tout doucement. Mauvaise gouvernance ? Conflits d'intérêts ? Querelles d'ego ? On ne saurait tirer la conclusion pour le moment, mais Treta est sur la voie de ne diriger que son seul parti, le RPM, car il ne reste plus beaucoup de partis politiques avec lui.

En effet, quelques jours après la signature de l'Accord politique de gouvernance, dix partis politiques ont quitté l'EPM pour créer une autre coalition soutenant IBK. Il s'agit de : l'Union pour la démocratie et le développement (UDD) de Tieman Huber Coulibaly ; du Mouvement

pour le Mali (MPM) de Hady Niangadou ; des Forces alternatives pour le changement « FAC » ; du Parti malien pour la démocratie sociale (PMDS) ; du Mouvement Mali émergence (MME) ; de l'Union pour un mouvement populaire de changement (UMPC) ; de l'Union des patriotes pour la république (URP) ; de l'Association jeunesse et alternance (AJA) ; du Parti pour le peuple malien (PPM) et de l'Alliance pour la promotion et le développement du Mali (APDM-Equité). Ces partis ont créé une plateforme de soutien à IBK, dénommée Action Républicaine pour le Progrès (ARP) dont l'objectif était, selon son président, d'être plus efficace dans leur soutien et leur accompagnement au président IBK. « **Nous estimons qu'étant à la croisée des chemins, il est important que toutes les identités s'affirment. Même si nous appartenons tous à la majorité, il y a des moments dans la vie des nations où il faut que les positions soient claires, qu'elles s'affirment afin que l'adhésion populaire puisse être cohérente pour que les difficultés qui assaillent aujourd'hui le Mali auxquelles le gouvernement fait face et qu'il ne peut pas résoudre sans l'aide efficace des acteurs politiques, il faut que**

cela se passe de manière claire et affirmée », a précisé Tieman Huber Coulibaly le 2 juin.

### Incapacité de l'EPM à produire les résultats souhaités, raisons de la suspension de la CCM2018 de ses activités au sein de l'EPM

Après la perte des dix partis membres de l'ARP début juin, l'EPM est sur la voie de perdre à nouveau les membres de la Coalition des candidats 2018 pour le Mali. En effet, dans un communiqué signé par son porte-parole Yeah Samaké en date du mercredi 19 juin 2019, la Coalition des Candidats 2018 pour le Mali a suspendu sa participation à toutes activités de la plateforme « Ensemble pour le Mali ». Evoquant les raisons de leur décision, les membres de la CCM 2018 précisent, dans leur communiqué : « **en effet, ayant souscrits au programme présidentielle 2018-2023 de son excellence Ibrahim Boubacar Keita dont sa mise en œuvre nécessite une forte mobilisation politique, sociale et une veille accrue de la gouvernance, il est de constat que les activités au sein de l'EPM semblent ne pas produire de résultats satisfaisants face au défi du moment** ».

Même si, pour le moment, c'est une simple suspension, elle peut conduire à la démission, de certains candidats de 2018 dont Mamadou Oumar Sidibé, Yeah Samaké, Mme Kanté Djénébou N'diaye, Harouna Sankaré, Modibo Koné, de l'EPM.

### L'inaction a-t-il conduit au déclin de l'EPM ?

Les raisons de la démission de la dizaine de partis politiques et la suspension de la Coalition des candidats 2018 pour le Mali semblent être identiques : l'incapacité de l'EPM à obtenir les résultats souhaités dans les actions de soutien au président de la République. Si, après les premières démissions, la coalition est affaiblie, elle risque le déclin pur et simple. En tout cas, Treta et sa coalition doivent se battre pour ne pas perdre l'Adema et l'Asma de Soumeylou Boubeye qui sont, pour le moment, les deux poids lourds après le RPM.

■ **Boureïma Guindo**

## “Sans Détour”/ Mali : Le malheur tombe-t-il sur le RPM ?

**L**e parti au pouvoir, le Rassemblement Pour le Mali (RPM) est en passe de perdre son leadership au sein de l'Alliance Ensemble Pour le Mali (EPM). Créée pour soutenir la candidature du président sortant, Ibrahim Boubacar Kéïta, à l'élection présidentielle de 2018, l'Alliance Ensemble pour le Mali (EPM) ou encore la majorité présidentielle, perd de plus en plus son sens et son objectif politique. Ce regroupement de partis politiques dirigé par le président du RPM, Dr. Bocari Tréta, et qui devrait soutenir les actions du président de la République jusqu'à la fin de son mandat, semble en train de vivre ses dernières heures.

Aujourd'hui, tout porte à croire que le président, Dr. Bocari Tréta ne fait plus l'unanimité. Toute chose qui risque de mettre en cause la survie du regroupement. Déjà, le 7 juin 2019, contre toute attente, une nouvelle alliance de plus d'une dizaine de partis politiques et d'associations, tous membres de l'alliance EPM, se sont

regroupés au sein d'une autre Alliance appelée : Action Républicaine pour le Progrès (ARP). Dirigé par l'ancien ministre, Tiéman Hubert Coulibaly, ce regroupement entend initier, parallèlement à EPM, des actions personnelles visant à soutenir le président de la République. Ces formations politiques et associations réunies autour de l'Union pour la Démocratie et le Développement (UDD) semblent ne plus se reconnaître dans l'actuel regroupement de la majorité présidentielle, Ensemble Pour le Mali (EPM). Ainsi, ce nouveau pôle politique compte adopter de nouvelles aspirations politiques. « Il est nécessaire aujourd'hui pour passer à l'étape suivante de la stabilisation, de la réalisation des réformes que des identités s'affirment dans la cohérence. Nous recherchons de l'efficacité, et c'est dans cela que nous situons notre action », a précisé Tiéman Hubert Coulibaly juste après la mise en place de l'ARP.

Pour atteindre les objectifs fixés, les responsa-

bles de l'ARP ne comptent rien négliger. Ainsi, l'ARP entend s'attaquer aux grandes questions concernant le nord, le centre et même le sud du pays, ainsi que d'autres questions sociales qui méritent d'être traitées et faire en sorte que le gouvernement puisse être en meilleure posture afin d'y apporter des réponses. « Tout cet agenda nécessite beaucoup plus d'efficacité et de cohérence », à faire savoir Tiéman Hubert Coulibaly.

Selon plusieurs sources, un autre regroupement politique est en gestion autour de l'Adema-PASJ et de l'Alliance pour la Solidarité au Mali-Convergence des Forces Patriotiques, communément (ASMA-CFP) de l'ancien Premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga. Au regard de toutes ces actions, l'on comprend aisément que l'alliance EPM est en train de mourir de sa belle mort, cela à cause de l'inertie de ses premiers responsables dépourvus de visions et d'initiatives politiques visant à défendre les actions du président de la République et de son gouvernement. Une chose est sûre, la création de ces nouvelles alliances ne pourra qu'isoler le RPM afin de l'affaiblir davantage.

■ **Boureïma Guindo**



# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**

## Commissaire d'exposition / Fonds d'appui à la culture malienne : La convention 2005 de l'UNESCO va-t-elle enfin porter ses fruits ?



**1** milliard de franc CFA : c'est le montant d'un fonds d'appui au projet culturel sur lequel le Mali est en train de travailler pour sa réalisation.

**Présidé par madame le ministre N'Diaye Ramatoulaye Diallo le projet UNESCO/ASDI intitulé : « Repenser les politiques culturelles pour la promotion des libertés fondamentale et la diversité des expressions culturelles », a été lancé le 17 juin passé.**

Financé par l'agence suédoise de coopération internationale pour le développement, ce projet répond aux besoins exprimés par les parties de la convention de 2005 cherchant un appui pour renforcer les capacités humaines et institutionnelles des acteurs gouvernementaux et de la société civile afin de suivre et rendre compte des politiques et mesures qui protègent et promeuvent la diversité des expressions culturelles. Dans ce but, l'UNESCO met à disposition une expertise spécialisée dans

l'organisation de consultations multipartites, notamment des acteurs gouvernementaux et de la société civile ; offre des formations sur la collecte et l'analyse des données ; soutient la coopération interministérielle ; et facilite les débats publics sur des sujets émergents tels que l'égalité des genres dans le secteur de la culture, la diversité des médias ou la liberté artistique.

Selon Désiré Ouédraogo, Expert UNESCO du Burkina-Faso, « la convention de 2005 de l'UNESCO stipule que chaque Etat ayant ratifié la convention doit mettre en place un système de financement de la culture ». Reste à savoir si un milliard peut porter la culture malienne dans sa diversité, surtout en ce temps de crise où la culture est devant les scènes pour remédier par nos valeurs inoxydables ces crises que nous traversons. La culture est un des facteurs clés pour arriver à une paix durable; la cohésion sociale, nos us et coutumes font de ce secteur un pilier irremplaçable.

D'après Monsieur Maiga Expert de la culture  
« Le Mali doit porter la question de la politique culturelle pour lancer cette industrie »

Au tour d'Ali Daou Chargé de Programme Culturel du Bureau de l'UNESCO du Mali de lancer la question fatidique du financement de la culture:

« Je suis Jaawando, personne ne dit à un Jaawando comment trouver de l'argent, le Mali compte 22 millions d'abonnés téléphoniques. Acteurs culturels, mettez-vous ensemble allez trouver les opérateurs de téléphonie, si on prélève 1 euro nous pourrions lever 17 milliards de franc CFA »

Vous l'aurez compris : le Mali, ses acteurs culturels, partenaires techniques et financiers attendent avec impatience le premier rapport malien sur les industries créatives et culturelles.

■ Boubacar Sangaré

## Exposition de Hamdia Traoré, Azalai Hôtel Bamako : Course de pirogues ou TABAÏHO à Djenné



Depuis le 9<sup>e</sup> siècle à Djenné au Mali en cinquième région se déroule la traditionnelle course de pirogue Tabaiho. C'est la fête des lapins, placée sous le sceau de la cohésion sociale. Tabaiho naît d'une croyance endogène destinée à chasser en communauté les démons des champs et des fleuves, sauvegarder les troupeaux en provenance des plaines, enfin protéger la population. Une course bienveillante pour préserver les

biens matériels et immatériels de la communauté, dans un esprit de fête entre les forces vives, la jeunesse de Djenné. Tabaiho se trouve l'espace privilégié pour promouvoir la jeunesse. Tous ces compétiteurs ont pris le départ sous les hautes bénédictions des sages de cette autre ville sainte du Mali, carrefour de toutes les cultures du Mali. A travers la carte blanche accordée à Hamdia Traoré artiste photographe par Mali Culture Média Conseil et Azalai Hotel Bamako placent

la jeunesse au cœur de cette initiative dans le renforcement du vivre ensemble. Quoi de mieux que de visiter des pratiques culturelles, us et coutumes pour renforcer le Mali moderne. Le Mali est un pays de culture, de grande sagesse, nous explorons cette riche culture métissée en suivant le regard expert de Hamdia Traoré.

■ Dia SACKO

**SAMA**  
transfert d'argent

# Transfert d'argent

**ECONOMISEZ JUSQU'À**  
**40%**  
**SUR VOS FRAIS DE**  
**TRANSFERT D'ARGENT**

## États-Unis 2020: L'indemnisation des Afro-Américains sur l'agenda des démocrates

**M**anifestation à Minneapolis en 2014 pour protester contre des brutalités policières ayant coûté la vie au jeune Noir Jamar Clark. Selon la police, le jeune homme aurait été tué pendant une altercation, alors que la presse a parlé d'«exécution sommaire». Fibonacci Blue/Wikimedia Commons

À l'approche de l'élection présidentielle de 2020, les revendications pour une reconnaissance des méfaits de l'esclavage ont refait surface aux États-Unis. Ces revendications assorties de demandes de compensations financières ont trouvé des oreilles compatissantes au sein du Parti démocrate. S'agit-il de calculs électoraux ou de tendances de fond ? Toujours est-il qu'à l'initiative de la majorité démocrate, le sous-comité juridique du Congrès auditionnera ce mercredi Ta Nehisi-Coates et Danny Glover, avocats passionnés de la cause afro-américaine.

Les symboles ont leur importance dans l'imaginaire historique. Ce ne sont pas les démocrates du Capitol Hill qui ont choisi la date du 19 juin pour auditionner l'essayiste Ta-Nehisi Coates et l'acteur Danny Glover sur la question controversée des réparations de l'injustice faite aux Afro-Américains, qui diront le contraire. En effet, ce n'est sans doute pas accidentel si ces auditions se déroulent un 19 juin, le jour de la commémoration de la fin de l'esclavage aux États-Unis, survenue il y a plus de 150 ans au terme d'une guerre civile dé-

vastatrice.

### « Juneteenth »

D'après les historiens, la journée du 19 juin, appelée aussi « juneteenth », néologisme composé de « June » et « teenth » de « nineteenth », commémore la date de l'annonce de la libération des esclaves dans l'État du Texas, qui fut le dernier État à en être informé, soit deux ans après l'entrée en vigueur de la proclamation d'émancipation le 1er janvier 1863. La commémoration du 19 juin prend cette année une signification nouvelle, puisqu'elle est associée à la relance par le Congrès des débats sur l'indemnisation des descendants des anciens esclaves et les réparations des injustices dont ceux-ci ont été victimes depuis l'abolition.

Plusieurs personnalités, dont certaines disputent les primaires du Parti démocrate en vue de la présidentielle de 2020, sont à l'origine de cette démarche. Les plus connues sont Elizabeth Warren, la sénatrice du Massachusetts, Julian Castro, un ancien ministre de Barack Obama d'origine hispanique, Pete Buttigieg, maire de South Bend (Indiana), Beto O'Rourke, ancien parlementaire, et, last but not least, deux personnalités identifiées comme Noires, la sénatrice de la Californie, Kamala Harris, qui est d'origine indienne et jamaïcaine et Cory Booker, Afro-Américain de New Jersey.

Le musée d'histoire afro-américaine, à Washington, photographié le 14 septembre 2016. Inauguré par Barack Obama, ce musée est l'exemple de réparations symboliques de l'esclavage et des discriminations accordées par l'Etat à la communauté afro-américaine. REUTERS/Kevin Lamarque

Ces derniers ont régulièrement pris position dans des débats sociétaux sur le racisme et les injustices visant les communautés noires des États-Unis et réclament la création d'une commission chargée d'étudier l'impact de l'esclavage et des discriminations pratiquées contre les Afro-Américains notamment dans les domaines des études, de l'emploi et des logements.

Une résolution dans ce sens a été présentée au Congrès chaque année depuis 1991 par un ancien élu démocrate, John Coyners, jusqu'à sa démission en 2017, mais elle n'a jamais été soumise au vote. Il y a des chances, cette année, que ce projet de loi qui bénéficie du soutien du Parti démocrate, soit finalement votée par le Congrès et un groupe d'experts soit nommé dans la foulée pour étudier la question des indemnisations. Le projet de loi a été soutenu par la puissante cheffe des démocrates à la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. L'objectif serait d'étudier, comme l'a déclaré Kamala Harris, « les effets de la discrimination et du racisme institutionnel sur plusieurs générations et déterminer comment on peut intervenir pour corriger cela ».

### Promesses de campagne ?

D'aucuns disent que ce ne sont que des promesses de campagne. « Traditionnellement, rappelle Ana Lucia Araujo, professeure d'his-



toire à Howard University (États-Unis) et spécialiste de l'histoire sociale et culturelle de l'esclavage transatlantique, les démocrates n'ont jamais vraiment soutenu la demande de réparations financières pour l'esclavage, à l'exception notable du pasteur Jesse Jackson, candidat malheureux aux scrutins présidentiels de 1984 et 1988. »

D'ailleurs, les réparations ne figuraient pas parmi les enjeux de la campagne présidentielle de 2016, contrairement à ce qui se passe cette année où elles se sont imposées d'emblée comme thème de campagne. Il y a quatre ans, la candidate démocrate Hillary Clinton, qui était très populaire auprès des électeurs afro-américains, n'avait pas estimé utile de prendre en charge les demandes de réparations, encore moins la proposition alors minoritaire dans son parti de verser des indemnités financières aux descendants des esclaves, si elle était élue.

Tous se souviennent aussi comment Bernie Sanders, l'autre candidat iconique de l'aile gauche des démocrates, avait suscité le courroux des militants de son parti et des intellectuels afro-américains, en déclarant qu'il y avait de meilleurs moyens de s'attaquer « aux énormes disparités qui existent dans notre pays [...] que de faire un chèque ».

Comment expliquer alors le virage à 180 degrés des candidats démocrates par rapport à la question des compensations ? « N'oubliez pas, glisse Ana Lucia Araujo, que les Afro-Américains, qui représentent 13,4% de la population américaine, votent majoritairement démocrate. Les candidats savent que le soutien de la communauté africaine-américaine sera vital face à Donald Trump en novembre 2020. Difficile de croire qu'il n'y ait pas une part de calcul électoral dans les prises de position des candidats. »

« Cela dit, grâce au travail des activistes des mouvements tels que Black Lives Matter, poursuit la spécialiste, il est devenu difficile pour les progressistes de tous bords de ne pas prendre en compte désormais les discriminations envers les Noirs. Aux discriminations s'ajoutent les espoirs déçus des Afro-Américains dont les revenus médians ne se sont guère accrus pendant les huit années Obama. Ils ont vu au contraire leurs vulnérabilités s'accroître suite à la crise des subprimes de 2006 qui ont touché une majorité des Noirs. La prise de conscience de ces difficultés traverse la

communauté noire, mais aussi depuis quelques années la majorité blanche grâce notamment aux écrits coups-de-poing de quelqu'un comme Ta-Nehisi Coates, qui a une audience grandissante parmi le lectorat blanc. »

« C'est aussi l'époque qui veut ça, a expliqué à une radio newyorkaise la députée démocrate du Texas Sarah Lee Jackson, qui a pris le relais de John Conyers en réintroduisant le projet de loi de ce dernier devant le Congrès. C'est tragique, mais nous assistons en ce moment à une recrudescence de violences racistes, avec la montée des suprémacistes et nationalistes blancs. » « Pour moi, la résurgence des revendications pour une reconnaissance des méfaits de l'esclavage est le contrecoup, voire l'effet cumulatif des différents phénomènes à l'œuvre dans la société américaine », ajoute pour sa part Ana Lucia Araujo.

### L'Amérique en procès

Le plaidoyer vibrant en faveur des réparations de l'esclavage sous la plume de l'intellectuel noir et journaliste Ta-Nehisi Coates est l'un de ces phénomènes à l'œuvre dans la société américaine, dont parle Araujo. Son livre intitulé en français *Le Procès de l'Amérique : plaidoyer pour une réparation* (éd. Autrement) a eu beaucoup de retentissement aux États-Unis car il démontre, à coups d'exemples précis puisés dans l'histoire, comment « les conditions de vie dans l'Amérique noire [...] sont la conséquence logique et inévitable de plusieurs siècles d'ostracisme ». « Un pillage systématique, discret, souterrain se perpétue jusque dans les mesures progressistes du New Deal », écrit le journaliste, lauréat du prestigieux National Book Award pour son livre *La colère noire* (Autrement).

Dénonçant les spoliations, les privations de droits incessantes imposées aux descendants d'esclaves, qualifiées d'« épouvantable entreprise de brigandage d'État » par Christiane Taubira dans sa préface, Coates appelle moins à une indemnisation financière pour les crimes commis contre les Noirs qu'à la reconnaissance de la dette morale écrasante de l'Amérique à leur égard. Ce livre puissant a relancé le débat sur les réparations.

L'autre livre majeur qui a contribué à la prise de conscience sur ce sujet est sans doute celui publié par l'universitaire Ana Lucia Araujo, in-

titulé *Reparations for Slavery and the Slave Trade : A Transnational and Comparative History* (Bloomsbury). Comme son titre le suggère, l'ouvrage a pour ambition d'historiciser le débat sur les réparations. C'est ce que fait l'auteur en rappelant que la demande des réparations n'est pas un phénomène nouveau et que les premières demandes étaient contemporaines du développement du mouvement abolitionniste au XVIIIe siècle.

La prise de conscience que les pays esclavagistes ont une dette envers les esclaves, qui ont contribué à l'enrichissement de leurs maîtres et, à travers eux, de la société dans son ensemble, avait conduit Abraham Lincoln à procéder à une redistribution de 162 000 hectares de terres au profit des esclaves libérés, mais ces terres furent rendues aux planteurs blancs après la mort de président émancipateur. Pour Ana Lucia Araujo, la démarche des personnalités du Parti démocrate s'inscrit dans ce mouvement fondé sur le constat que, comme l'a expliqué le sénateur Cory Booker, « l'on ne peut pas priver une large section de la population des facilités essentielles telles que l'accès aux marchés, aux capitaux ou aux soins de santé, et imaginer que le cancer ne finira pas par affecter un jour l'ensemble du corps social ».

Les solutions proposées pour atténuer les immenses disparités créées par les discriminations contre les descendants des esclaves, vont des indemnités financières pures et simples à la création de comptes en banque bloqués et alimentés par l'État pour les enfants, en passant par des crédits d'impôts, des aides au logement, des fonds pour des créations d'entreprises.

Dans une salle de réunion pour les auditions au Congrès des États-Unis Wikimedia Commons

Si ces initiatives se révèlent être plus que des promesses de campagne et qu'elles ne sont pas remises dans le placard des bonnes intentions après la présidentielle, les historiens de la cause afro-américaine écriront peut-être que l'année 2019 fut un tournant, alors que l'Amérique commémorait le 400e anniversaire de l'arrivée du premier bateau d'esclaves à Jamestown... Les symboles sont aussi des repères.

Chronologie et chiffres clés

## Libre circulation : Le président du Faso reçoit le rapport de la Task Force de la CEDEAO

**O**uagadougou, 19 juin 2019, le président du Faso Roch Marc Christian Kaboré a reçu en fin de matinée le président de la Task Force sur le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO, le Général de corps d'armée Salou Djibo.

Le général Djibo a officiellement remis au président du Faso, le rapport de la Task Force et le relevé de conclusions d'une réunion tenue le 3 juin à Ouagadougou, entre le Burkina Faso, la Commission de la CEDEAO et la Task Force. « Le président du Burkina Faso est mandaté par ses pairs pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations du protocole sur la libre circulation des personnes et des biens et sur le droit de résidence et d'établissement », a précisé Salou Djibo. En effet le Burkina Faso



est le pays leader dans l'espace CEDEAO en matière de libre circulation.

Selon le président de la Task Force, trois principales recommandations ont été formulées à l'attention du président du Faso. Il s'agit de rappeler à ses pairs la nécessité de prendre des mesures idoines pour mettre fin aux barrières au commerce inter-régional identifiées par la Task Force, de faire un plaidoyer sur l'en-

gagement des chefs d'Etat de l'espace communautaire à rendre effective la mise en œuvre du protocole sur la libre circulation, et d'adresser une lettre de félicitations au Bénin pour les efforts déployés en matière de libre circulation des personnes et des biens.

■ **Direction de la communication  
de la présidence du Faso**

## DSK sur le CFA: «Les Africains doivent retrouver la maîtrise de leur monnaie»

**L**es uns souhaitent l'abolir, les autres redoutent de déstabiliser les économies de la zone. Sujet particulièrement passionnel, le débat sur la sortie du franc CFA reste vif. Comment en sortir ? Dominique Strauss-Kahn appelle à la prudence !

Un an après la publication d'une étude très critiquée sur le franc CFA, informe Jeune Afrique, l'ancien directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn met en avant la « nécessité » pour les Africains de retrouver la maîtrise de



leur monnaie.

Dans la foulée, la monnaie unique de la Cédéao, dont le lancement a été repoussée au moins quatre fois depuis 1983, pourra-t-elle mettre fin au débat stérile sur la question ?

La prochaine échéance a été fixée en 2020. Sera-t-elle respectée ? S'interroge JA qui souligne tout de même que « rien n'est encore joué ».



## Justice Française : Nicolas Sarkozy sera le premier ancien président français jugé pour corruption



**La Cour de cassation a rejeté mardi les derniers recours formés par l'ancien chef de l'État pour éviter un procès pour « corruption » et « trafic d'influence ».**

La justice a définitivement validé le renvoi devant le tribunal correctionnel de l'ex-président Nicolas Sarkozy, poursuivi notamment pour la « corruption » d'un haut magistrat de la Cour de cassation dans cette affaire révélée par des écoutes téléphoniques, a appris mercredi l'AFP de sources concordantes. La Cour de cassation a rejeté mardi les derniers recours formés par l'ancien chef de l'État, son avocat Thierry Herzog et l'ex-haut

magistrat Gilbert Azibert pour éviter un procès pour « corruption » et « trafic d'influence ». Ce procès, qui s'annonce comme une première pour Nicolas Sarkozy, par ailleurs menacé par l'affaire Bygmalion, devrait se tenir à Paris dans les prochains mois.

Pour la première fois sous la Ve république, un ancien président sera jugé pour corruption. Nicolas Sarkozy, retraité politique depuis sa défaite à la primaire de la droite fin 2016, est soupçonné d'avoir tenté d'obtenir début 2014, via son avocat Thierry Herzog, des informations secrètes auprès de Gilbert Azibert dans une procédure concernant la saisie de ses agendas dans l'affaire Bettencourt – soldée pour lui par

un non-lieu en 2013 – en échange d'un coup de pouce pour un poste prestigieux à Monaco. Au terme de leur instruction, émaillée de nombreux recours, les juges avaient ordonné le 26 mars 2018 un procès pour « corruption » et « trafic d'influence » contre les trois hommes, conformément aux réquisitions du parquet national financier (PNF) en octobre 2017. Thierry Herzog et Gilbert Azibert seront aussi jugés pour « violation du secret professionnel ». Mardi, la Cour de cassation avait déjà rejeté les recours de Nicolas Sarkozy et Thierry Herzog contre le réquisitoire du PNF, et validé la tenue du procès pour Gilbert Azibert.

La haute juridiction avait aussi examiné, dans une procédure rapide, les pourvois de Nicolas Sarkozy et Thierry Herzog visant à contester leur renvoi devant le tribunal correctionnel. Elle les a rejetés dans la foulée, ce qui valide définitivement la tenue du procès, selon une source proche du dossier et l'un des avocats de la défense. Sollicités, les avocats de Nicolas Sarkozy n'étaient pas joignables dans l'immédiat.

L'affaire trouve son origine dans des écoutes téléphoniques de l'ex-chef de l'Etat diligentées dans une autre enquête, celle sur les accusations de financement libyen de sa campagne de 2007. Grâce à ces écoutes, les enquêteurs s'étaient aperçus que l'ancien président et son avocat communiquaient via des téléphones portables acquis sous une fausse identité, notamment celle de Paul Bismuth pour Nicolas Sarkozy.

 **SAER  
EMPLOI**  
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

**GESTION  
DES RESSOURCES  
HUMAINES**

Leader des services de Gestion  
des Ressources Humaines  
et Paie en Afrique de l'Ouest

## Can 2019 : Mali, jeunes, ambitieux et bientôt glorieux ?



Le football malien poursuit sa renaissance basée sur la formation et la promotion de jeunes talents qui ont réussi à hisser les Aigles au rang d'une des plus prometteuses équipes du continent. Présentation. Désormais, tout un pays se tourne pleinement vers l'échéance égyptienne, où les Aigles seront opposés à la Tunisie, l'Angola et la Mauritanie. Le sélectionneur Mohamed Magassouba a annoncé sa liste de 23 emmené son leader d'attaque Moussa Maréga (FC Porto).

Éliminés sur ces deux dernières éditions de CAN au 1er tour, le Mali arrive en Égypte avec la ferme intention de marcher sur les traces de la génération Seydou Keïta, Frédéric Kanouté, Ibrahim Thiam et Mamadou Diarra. Marcher sur les traces de cette génération est un objectif clair en se qualifiant de nouveau pour les demi-finales, atteintes consécutivement en 2002 et 2004. Sans omettre celles atteintes en 2012 et 2013, avec une équipe emmenée par les Cheick Diabaté, Modibo Maïga, Soumaïla Diakité et un Seydou Keïta en leader expérimenté.

Le sélectionneur Mohamed Magassouba et ses joueurs ambitionnent en effet de marcher sur les traces de la génération qui a disputé la finale à Yaoundé en 1972. Le capitaine Abdoulaye Diaby et ses partenaires aspirent à faire mieux que les Salif Keïta, Bakoroba Touré, feu Mamadou Keïta "capi", c'est-à-dire, remporter

cette 32<sup>e</sup> édition en Égypte.

Pour atteindre cet objectif, le Mali compte retrouver sa place sur le continent en misant sur une politique de formation abordée au milieu des années 2000. Illustration de cette politique, la naissance de l'Académie JMG à Bamako en 2006 ouverte en parallèle du projet Paradou.

Plus de dix ans plus tard, l'équipe nationale malienne se présente avec une ossature renouvelée composée de 7 académiciens formés par Guillou sur les 23 joueurs convoqués : Hamari Traoré (Stade Rennais), Diadié Samassékou (RB Salzburg), Youssouf Koné (Lille), Amadou Haïdara (RB Leipzig), Cheick Doucouré (RC Lens), Adama Traoré (Cercle de Bruges) et Moussa Doumbia (Stade de Reims).

Au total, ce sont 17 joueurs sur 23 formés au Mali qui feront partie du voyage en Égypte. Un effectif rajeuni avec une moyenne d'âge de 24,3 ans, une des plus faibles moyennes du tournoi. Un modèle priorisant la formation avec une vente jeune des talents aux clubs européens afin de parfaire leur apprentissage du football de haut niveau.

Résultat, le Mali se retrouve en tête de son groupe de qualification en CAN avec 14 points pris sur 16, zéro défaite, 10 buts marqués et 2 encaissés dans une poule composée du Gabon, Burundi et Soudan du Sud. Une équipe qui a récemment fait match nul face au Cameroun faisant étalage de ses qualités techniques

dans la maîtrise du jeu au pied et la complicité naturelle entre joueurs qui se connaissent depuis le plus jeune âge.

Interviewé par nos confrères d'Ultimo Diez, Diadié Samassékou affiche une certaine modestie pour l'objectif fixé en CAN : « Nous on y va pour prendre du plaisir et redorer le blason parce qu'à la dernière CAN, le Mali n'a pas été à la hauteur. Cette fois-ci le plus important c'est de donner un nouveau souffle au football malien et montrer qu'on est un pays de football ».

Monter que le Mali compte dans le football demeure depuis ces quatre dernières années une évidence au vu de la régularité des Aigles en catégories jeunes, et qui pourrait enfin devenir de nouveau une nation majeure du football africain.

Nation majeure chez les petits, le Mali aspire à sa première Coupe du monde en 2022 pour redevenir grand !

L'objectif pour le Mali est de glaner avec cette génération dorée une première qualification historique au Mondial, lui qui n'en a connue aucune depuis la création de l'équipe en 1960. Graal d'un processus de formation pensé pour décrocher un billet pour Doha.

Le Mali est désormais une équipe de référence sur le continent en jeunes catégories, en atteignant une demi-finale de Coupe du monde U20 en 2015 et un quart en 2019. Le Mali a aussi remporté en 2015 et 2017, la CAN U17 a disputé la finale du Mondial U17 en 2015 et chuté en demi-finale en 2017.

Titres champions d'Afrique U20 au début de cette année, le Mali renforce la génération Samassékou-Haïdara par l'arrivée de jeunes talents à l'image de Sékou Koïta, (3 buts, 3 passes en 4 matchs de Mondial U20), qui enchaînera la CAN après son tournoi en Pologne, Fort de ce nouveau modèle pérenne, le Mali espère renouer avec la régularité en Coupe d'Afrique en espérant atteindre de nouveau les demies depuis 2013. Au-delà, porté par une jeune garde talentueuse et reconnue en dehors de ses frontières, le Mali espère avec cette génération, écrire une belle page de histoire du football malien dans la lignée de ses légendes Salif Keïta, Mahamadou Diarra ou encore Seydou Keïta.

Un modèle de travail et de mise en œuvre de compétences pour permettre aux jeunes maliens d'exprimer leurs talents en dehors de leur pays tout en honorant son football.

## Coupe du monde de football 2022 au Qatar : La garde à vue de Michel Platini levée



Le Parquet national financier enquête sur « des faits présumés de corruption active et passive » dans le cadre de l'attribution du Mondial à l'émirat.

L'enquête ordonnée par le Parquet national financier (PNF) sur les conditions de l'attribution de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar a conduit, mardi 18 juin, à la garde à vue

de Michel Platini, l'ancien président de l'Union des associations européennes de football (UEFA), ont indiqué au Monde des sources judiciaires, confirmant une information de Mediapart.

Cette garde à vue a été levée mercredi 19 juin, avant 1 heure du matin, a appris Le Monde. Aucune charge n'a été retenue, à ce stade, contre l'ex-numéro 10 des Bleus après une quinzaine d'heures d'audition, dans la mesure où l'enquête n'est que dans sa phase préliminaire.

Une ancienne conseillère de Nicolas Sarkozy lorsque celui-ci était à l'Élysée, Sophie Dion, avait également été placée en garde à vue dans le cadre de cette enquête « visant des faits présumés de corruption active et passive de personne n'exerçant pas de fonction publique ». Claude Guéant, ex-secrétaire général de l'Élysée, a aussi été auditionné, mardi, sous le statut de « suspect libre ».

En 2016, le PNF avait ouvert une enquête préliminaire pour « corruption privée », « association de malfaiteurs », « trafic d'influence et recel de trafic d'influence » autour de l'obtention du Mondial de football à l'émirat. Michel Platini, qui a reconnu avoir voté pour le Qatar lors du scrutin d'attribution du 2 décembre 2010, avait déjà été auditionné comme témoin en décembre 2017.

## Découvrez la nouvelle plateforme

# omni LITE

La banque en ligne optimisée pour les grandes entreprises locales, celles du Secteur Public et les PME

BANQUE COMMERCIALE





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Vous serez résolument décidé à aller de l'avant sur le plan professionnel, à faire bouger les choses. Vos idées seront accueillies avec enthousiasme par vos collègues de travail. Les voyages d'affaires seront fructueux. Faites confiance en votre intuition ce jour, elle saura vous mener là où il y a possibilité de gagner de l'argent. L'import-export et le e-commerce seront très porteurs. De même, vous pourriez trouver, sur internet, des vacances au meilleur prix.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Vous devez bien tendre l'oreille, car dans votre dos, il pourrait se dire des choses peu convenables. On vous reprochera sûrement votre manque de contrôle. Vous suscitez en effet bien des prises de bec. Inutile d'envenimer la situation, mieux vaut ne pas y prêter attention ! Il pourrait aujourd'hui être question d'un bras de fer avec un organisme financier. Si vous avez fait une demande de prêt, il se pourrait que celui-ci soit revu à la baisse ou carrément refusé !



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Un malentendu va brouiller la communication avec votre collègue. Vous reconnaîtrez que vous vous êtes certainement mal exprimé. Cela ne sera peut-être pas le cas, mais vous préférerez travailler en paix, puisque vous bosserez sur le même dossier. La majorité de vos réflexions sur vos finances seront axées sur les rubriques loisirs, vacances, voyages, événements festifs. Vous devrez restreindre votre liste, car votre budget ne suivra pas. Mais vous trouverez des astuces pour payer moins cher.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Les activités qui nécessitent de compter, d'organiser et de coopérer avec des collègues sont favorisées. Vous pouvez travailler vite et bien, malgré un léger manque de confiance en vous. Chassez vos pensées toxiques pour passer une belle journée productive. Vous semblez ne pas voir le bout du tunnel face aux dépenses. Elles sont multiples et n'arrivent pas au moment idéal. Vous contestez la situation, mais vous êtes impuissant par ces frais divers. Pensez aussi à vous faire plaisir, en payant en plusieurs fois.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Vous pourriez faire la connaissance ou prendre vous-même contact avec des personnes influentes, qui apprécieront votre profil et qui seront à même de vous proposer un travail intéressant ou un poste plus élevé hiérarchiquement que celui que vous occupez actuellement. Il pourrait être question de négociations aujourd'hui en vue d'un partenariat avec une banque ou des amis pour financer un grand projet que vous avez à cœur. Ce projet pourrait être en rapport avec le monde du divertissement ou encore du tourisme de villégiature.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Mercury vous évitera de vous engager sur des chemins professionnels que l'on pourra qualifier de hasardeux ! Juillet et août seront des tremplins qui vous propulseront vers le triomphe. Du coup, vous penserez sérieusement à reporter vos vacances d'été. Pour vos finances, la planète Mars sera votre ange gardien. Pas de rappel d'impayé en vue et encore moins de mauvaises surprises à craindre. Le top ! Ami Vierge, votre patrimoine sera stable, et, s'il doit évoluer, ce sera pour être en hausse....



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Avec Uranus, vous serez porté par l'action. Ce sera exactement ce qu'il vous faudra pour faire bouger les lignes et grimper les échelons. Cela sera stressant, mais aussi représenter une vraie chance d'évoluer ou d'exploiter pleinement votre potentiel. Vous pourriez réformer votre façon de gérer votre argent, jusqu'à prendre des décisions innovantes. Par exemple, vous changerez de banque ou vous choisirez des moyens de paiements mieux adaptés à votre situation ou négociez des contrats de service.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Une idée peut vous animer la journée pour changer de trajectoire ou trouver un nouveau poste. La chance vous rend visite, elle peut venir sous la forme d'un appui inattendu par un supérieur ou un collègue. Écoutez votre instinct pour faire un bon choix. Vous envisagez de prendre de nouvelles résolutions pour gérer différemment votre trésorerie. Le budget avant la fin du mois peut devenir serré à cause des dépenses récentes. La journée favorise une sagesse et la possibilité de résister aux tentations.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Vous saurez parfaitement obtenir le meilleur des personnes qui sont sous vos ordres au travail. Pour cela, vous adopterez une attitude fraternelle où vous traiterez les personnes sur un pied d'égalité avec vous-même. Cela sera beaucoup apprécié. Vous n'aurez pas froid aux yeux aujourd'hui et n'hésitez pas à mettre en application les idées plutôt originales et anticonformistes que vous avez en tête pour gagner de l'argent. Et cela fonctionnera...



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vous n'appréciez pas l'attitude d'un intérimaire ou d'un collègue. La planète Vénus incarnera à la perfection les situations troubles. Sous cette emprise nauséabonde, vous n'hésitez pas à dénoncer cette personne. Cela s'appelle de la délation ! Si votre partenaire ne peut pas contenir son attitude dépensière, vous allez vous sentir obligé d'intervenir. Vénus vous incitera à agir dans l'urgence. Vous ne plaisantez pas. Votre solution ? Elle sera extrême : plus de compte bancaire commun !



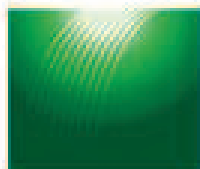
## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Vous aurez la combativité indispensable pour atteindre vos objectifs et vous ancrerez votre position. Vos méthodes de travail seront appréciées et on louera la manière dont vous relayez les informations pour le bien-être de votre secteur d'activité. Vous mettrez de l'ordre dans vos comptes afin d'équilibrer votre budget. Vous aurez du mal à laisser de la place à la fantaisie, même si vos revenus vous le permettent. Votre équilibre et votre satisfaction seront de vous sentir en sécurité financièrement.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

La vie vous place en attente avant une signature de contrat. Prenez votre temps si vous êtes en pourparlers avec un supérieur hiérarchique. Une affaire peut vous être proposée et se révéler intéressante sur le plan financier. Un moment de réflexion s'impose. Les dépenses continuent d'être centralisées autour des besoins dans la famille, des financements pour les enfants ou les charges. Il est recommandé de limiter les dépenses qui sont liées aux loisirs. Vous pourriez avoir un budget encore insuffisant.



# Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir  
ensemble  
et pour  
l'Afrique

**Groupe Orabank :** Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

[www.orabank.net](http://www.orabank.net)

